

Les résultats obtenus par les missions locales en termes d'insertion professionnelle et sociale, ainsi que la qualité de l'accueil, de l'information, de l'orientation et de l'accompagnement qu'elles procurent aux jeunes sont évalués dans des conditions qui sont fixées par convention avec l'Etat, la région et les autres collectivités territoriales qui les financent. Les financements accordés tiennent compte de ces résultats.

Par dérogation à l'article **L. 5313-3** et au premier alinéa du présent article, les missions locales peuvent accompagner les jeunes auxquels la qualité de travailleur handicapé est reconnue jusqu'à l'âge de vingt-neuf ans révolus dans le cadre du contrat d'engagement jeune prévu à l'article **L. 5313-6**.

L. 5314-4

Ordonnance n°2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Des décrets en Conseil d'Etat déterminent les conditions d'application du présent chapitre.

service-public.fr

> Que peut faire un jeune de plus de 16 ans déscolarisé et sans diplôme ? : Rôle des missions locales

Chapitre V : Etablissement public chargé de la formation professionnelle des adultes

L. 5315-1

Ordonnance n°2016-1519 du 10 novembre 2016 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Un établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial contribue au service public de l'emploi mentionné à l'article **L. 5311-1**. A ce titre :

- 1° Il participe à la formation et à la qualification des personnes les plus éloignées de l'emploi et contribue à leur insertion sociale et professionnelle ;
- 2° Il contribue à la politique de certification menée par le ministre chargé de l'emploi ;
- 3° Il contribue à l'égal accès des femmes et des hommes à la formation professionnelle et à la promotion de la mixité des métiers ;
- 4° Il contribue à l'égal accès, sur l'ensemble du territoire, aux services publics de l'emploi et de la formation professionnelle.

L. 5315-2

LOI n°2018-771 du 5 septembre 2018 - art. 4

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Dans le respect des compétences des régions chargées du service public régional de la formation professionnelle, l'établissement mentionné à l'article **L. 5315-1** a également pour missions :

- 1° De contribuer à l'émergence et à l'organisation de nouveaux métiers et de nouvelles compétences, notamment par le développement d'une ingénierie de formation adaptée aux besoins ;
 - 2° De développer une expertise prospective de l'évolution des compétences adaptées au marché local de l'emploi ;
 - 3° De fournir un appui aux opérateurs chargés des activités de conseil en évolution professionnelle mentionné à l'article **L. 6111-6** ;
 - 4° D'exercer les activités qui constituent le complément normal de ses missions de service public et sont directement utiles à l'amélioration des conditions d'exercice de celles-ci, notamment :
 - a) En contribuant à la politique de certification de l'Etat exercée par d'autres ministres que celui chargé de l'emploi, en application du chapitre V du titre III du livre III de la deuxième partie du code de l'éducation ;
 - b) En participant à la formation des personnes en recherche d'emploi ;
 - c) En participant à la formation des personnes en situation d'emploi ;
- Les activités prévues aux b et c sont mises en œuvre au moyen des filiales créées dans les conditions mentionnées à l'article **L. 5315-6** ;